



Coordination des Groupes Anarchistes

Relations Extérieures - relationsexterieur@c-g-a.org

<http://www.c-g-a.org>

Aucun être humain n'est illégal ! Pour la justice sociale, abolissons toutes les frontières !

Alors que d'années en années lois et mesures sécuritaires s'empilent pour transformer la violence de l'exil en crime, alors que depuis plusieurs mois des dizaines de milliers de personnes sont bloquées aux frontières de l'Europe forteresse et que des milliers d'autres meurent en tentant d'y accéder, les États européens, et singulièrement le gouvernement socialiste français, mettent en scène leur pseudo humanisme et leur prétendue responsabilité, annonçant se répartir 120 000 migrant-es pour mieux fichier, refouler, enfermer, expulser tou-tes les autres en accroissant encore leur arsenal répressif. A la division entre immigré-es et nationaux-les vient s'ajouter une nouvelle catégorisation, celle entre les bon-nes réfugié-es, qui fuient les guerres (enfin certaines), et les mauvais-es migrant-es « économiques », voleur-ses de travail, de prestations sociales et terroristes en puissance.

La source du problème : le capitalisme et l'impérialisme

Face à ce tri abject, la Coordination des Groupes Anarchistes réaffirme avec force qu'aucun être humain n'est illégal. Pour nous, il n'y a pas et il n'y aura jamais de « bon-nes » ni de « mauvais-es » migrant-e-s, que des opprimé-e-s face à des minorités dirigeantes qui tirent profit de l'oppression du plus grand nombre. Qu'ils/elles fuient la misère ou la guerre, tou-tes les migrant-es sont les victimes des mêmes exploiters et de leurs relais à la tête des États.

En désignant comme responsables des migrations les régimes dictatoriaux et les groupes fascistes « terroristes » agissant dans les pays d'origine, les pays occidentaux se dédouanent de leur responsabilité historique et actuelle. Nous ne sommes pas dupes de ce maquillage idéologique.

Colonisation hier, néo colonialisme aujourd'hui, c'est le pillage organisé des ressources du Sud par le capitalisme occidental et les potentats locaux qui force les gens à fuir. Ce sont les interventions militaires directes (Irak, Afghanistan, Libye, Afrique subsaharienne, etc.) ou indirectes (vente d'armes, soutien financier et militaire à des régimes dictatoriaux et prédateurs) qui créent ou font durer les guerres pour servir l'intérêt géostratégique et économique des puissants. Ainsi, le cas spécifique de la Syrie aujourd'hui est tragiquement comparable aux guerres menées ailleurs. Occidentaux, pouvoir russe, turc comme dictatures du Moyen-Orient usent de l'éternelle propagande d'ajouter de la guerre à la guerre en prétendant œuvrer à la paix, alors qu'il est comme toujours seulement question de luttes d'influence, de manœuvres politiques internes à chaque État,

de positionnement stratégique pour se partager le futur gâteau. Une politique du chaos qui s'accommode du massacre d'une population pour servir les intérêts de quelques-uns.

Ces quelques-uns qui, en Europe, favorisent la libre circulation des capitaux mais interdisent la libre circulation des gens. Qui, après avoir contraint par centaines de milliers les gens à fuir, les condamnent à errer, à mourir noyé-es, électrocuté-es, en durcissant toujours plus leurs politiques migratoires. Qui obligent les migrant-es à la clandestinité pour disposer d'une main d'œuvre asservie, qu'ils jettent dès qu'ils n'en ont plus besoin. Qui diffusent leur rhétorique raciste en désignant ceux et celles qui n'ont pas les bons papiers ou pas la bonne couleur de peau comme des ennemis de l'intérieur. Qui, avec la complicité des grands médias, cherchent à casser la solidarité en France et en Europe en désignant les migrant-es comme boucs émissaires d'une précarisation généralisée qu'ils nous imposent pour mieux s'enrichir.

Repolitiser la question des frontières

Les frontières et leur conséquence, le nationalisme, sont l'arme des minorités dirigeantes. En divisant les peuples, en les jetant au besoin les un-es contre les autres, elles entravent l'indispensable solidarité internationale entre tou-tes les exploité-es. Partout où celle-ci se met en place, l'État et sa police frappent pour la disloquer, comme on l'a vu récemment encore avec l'évacuation du camp No Border de Vintimille.

La Coordination des Groupes Anarchistes fait de la lutte avec les migrant-es un axe majeur de son intervention, en affirmant cette solidarité de classe, avec comme revendication immédiate l'ouverture des frontières, et comme horizon leur abolition et la liberté de circulation et d'installation pour toutes et tous.

Dans les luttes, sans hiérarchie entre les situations, à la base, il est urgent de soutenir la jonction entre celles et ceux qui se battent en France pour leur régularisation depuis des années et les réfugié-e-s et les migrant-e-s qui viennent d'arriver. Opposer les un-e-s aux autres, c'est imposer le chacun-e pour soi. S'organiser collectivement est la condition indispensable de la continuité de la lutte et, au final, de l'amélioration des conditions de vie de tou-tes.

Ici et ailleurs, travailleur-ses, précaires, chômeur-ses, avec ou sans-papiers, solidarité !

Octobre 2015,
la Coordination des Groupes Anarchistes